Vu le décret n° 2001-977 du 3 mai 2001, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission régionale chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole,

Vu le décret n° 2002-2934 du 4 novembre 2002, portant création d'un périmètre public irrigué à Sidi Harrath 3,

Vu l'arrêté du 7 février 2003, portant ouverture de la procédure de réaménagement foncier dans le périmètre public irrigué de Sidi Harrath 3,

Vu l'avis de la commission susvisée, chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole, réunie au siège du gouvernorat de Kasserine le 7 janvier 2004.

Arrête :

Article premier. - Est homologué, le plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Sidi Harrath 3 de la délégation de Kasserine Sud, au gouvernorat de Kasserine et annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur général de l'agence foncière agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 septembre 2004.

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques

Mohamed Habib Haddad

Vu

Le Premier ministre

Mohamed Ghannouchi

Arrêté du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques du 30 septembre 2004, portant homologation du plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Bouanz de la délégation de Hidra, au gouvernorat de Kasserine.

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et par la loi n° 2000-30 du 6 mars 2000 et notamment son article 16,

Vu la loi n° 77-17 du 16 mars 1977, portant création de l'agence foncière agricole, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2000-29 du 6 mars 2000 et notamment ses article 13 et 14,

Vu le décret n° 99-1877 du 31 août 1999, modifiant la dénomination de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués,

Vu le décret n° 2001-977 du 3 mai 2001, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission régionale chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole,

Vu le décret n° 2002-2935 du 4 novembre 2002, portant création d'un périmètre public irrigué à Bouanz,

Vu l'arrêté du 29 janvier 2003, portant ouverture de la procédure de réaménagement foncier dans le périmètre public irrigué de Bouanz,

Vu l'avis de la commission susvisée, chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole, réunie au siège du gouvernorat de Kasserine le 7 janvier 2004.

Arrête :

Article premier. - Est homologué, le plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Bouanz de la délégation de Hidra, au gouvernorat de Kasserine et annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Le directeur général de l'agence foncière agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 septembre 2004.

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques

Mohamed Habib Haddad

Vu

Le Premier ministre

Mohamed Ghannouchi

Arrêté du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques du 30 septembre 2004, portant homologation du plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Oued Essid de la délégation de Kasserine Sud, au gouvernorat de Kasserine.

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et par la loi n° 2000-30 du 6 mars 2000 et notamment son article 16,

Vu la loi n° 77-17 du 16 mars 1977, portant création de l'agence foncière agricole, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2000-29 du 6 mars 2000 et notamment ses article 13 et 14,

Vu le décret n° 99-1877 du 31 août 1999, modifiant la dénomination de l'agence de la réforme agraire des périmètres publics irrigués,

Vu le décret n° 2001-977 du 3 mai 2001, fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission régionale chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole,

Vu le décret n° 2002-2936 du 4 novembre 2002, portant création d'un périmètre public irrigué à Oued Essid,

Vu l'arrêté du 7 février 2003, portant ouverture de la procédure de réaménagement foncier dans le périmètre public irrigué de Oued Essid,

Vu l'avis de la commission susvisée, chargée d'examiner les réclamations et les observations soulevées par le plan de réaménagement des terres sises à l'intérieur des zones d'intervention de l'agence foncière agricole, réunie au siège du gouvernorat de Kasserine le 7 janvier 2004.

Arrête :

Article premier. - Est homologué, le plan de réaménagement foncier du périmètre public irrigué de Oued Essid de la délégation de Kasserine Sud, au gouvernorat de Kasserine et annexé au présent arrêté.

Art. 2. - Le présent arrêté emporte transfert de la propriété interpartes. Les privilèges, hypothèques et baux de toute nature portant sur des parcelles soumises au réaménagement foncier existant au moment de l'application du réaménagement sont transférés de droit sur les nouvelles parcelles reçues en échange par le débiteur ou bailleur.

Art. 3. - Les propriétaires sont tenus de payer la différence de valeur entre la parcelle de terre d'origine et la parcelle de terre attribuée dans le cadre du réaménagement foncier au profit de l'agence foncière agricole. Les copropriétaires sont considérés solidaires pour le paiement de cette valeur, une hypothèque en rang utile sera grevée sur la parcelle de terre attribuée pour garantie de paiement de cette différence.

Art. 4. - Le directeur général de l'agence foncière agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 septembre 2004.

Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques

Mohamed Habib Haddad

Vu

Le Premier ministre

Mohamed Ghannouchi

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DE L'ENERGIE**

NOMINATIONS

Par décret n° 2004-2346 du 4 octobre 2004.

Monsieur Khélil Lajimi, ingénieur en chef au ministère de l'industrie et de l'énergie, est nommé dans le grade d'ingénieur général.

Par décret n° 2004-2347 du 4 octobre 2004.

Monsieur Zakaria Hmad, ingénieur en chef au ministère de l'industrie et de l'énergie, est nommé dans le grade d'ingénieur général.

CONGE POUR LA CREATION D'ENTREPRISE

Par décret n° 2004-2348 du 4 octobre 2004.

Il est accordé à Monsieur Lotfi Fareh, ingénieur à la société tunisienne des industries de pneumatiques, un congé pour la création d'une entreprise, et ce, pour une période d'une année renouvelable une seule fois.

**MINISTERE DES TECHNOLOGIES
DE LA COMMUNICATION
ET DU TRANSPORT**

CONGE POUR LA CREATION D'ENTREPRISE

Par décret n° 2004-2349 du 4 octobre 2004.

Il est accordé à Monsieur Tahar Allaoui, ingénieur en chef au centre national de l'informatique, un congé d'un an renouvelable une seule fois, pour la création d'entreprise.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

NOMINATIONS

Par décret n° 2004-2350 du 30 septembre 2004.

Monsieur Mohamed Dahmani Fathallah, biologiste, est nommé en qualité de biologiste principal au ministère de la santé publique (institut Pasteur de Tunis), à compter du 8 mai 2004.

Par décret n° 2004-2351 du 30 septembre 2004.

Monsieur Chokri Bahloul, biologiste adjoint, est nommé en qualité de biologiste au ministère de la santé publique (institut Pasteur de Tunis), à compter du 8 mai 2004.

Par décret n° 2004-2352 du 30 septembre 2004.

Monsieur Dhafer Laouini, est nommé dans le grade de biologiste au ministère de la santé publique (institut Pasteur de Tunis), à compter du 8 mai 2004.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SOLIDARITE**

CONGE POUR LA CREATION D'ENTREPRISE

Par décret n° 2004-2353 du 4 octobre 2004.

Il est octroyé à Monsieur Kamel Brahem, ingénieur général à la caisse nationale de sécurité sociale, un congé pour la création d'une entreprise, pour une période d'une année renouvelable une seule fois.